Superficie : 801 590 km2

Population : 25,9 millions

Capitale : Maputo

Régime : République

Président : Filipe Nyusi

Indépendance : 25 Juin 1975

Langue : Portugais

CONTEXTE : CE QUI NOUS A OUVERT LES YEUX…

En Octobre 2008, la Compagnie Daewoo (Core du Sud) veut acheter 1 300 000 ha de terre à Madagascar (la moitié des terres arables du pays). Avant eux, d'autres avaient agi et vendu des terres : l'Ouganda avait vendu 840 000 ha à l'Egypte, le Soudan du Sud avait vendu 400 000 ha

C'est depuis 2008 que prend place cette ruée vers les terres. Les projets des investisseurs ont été présentés aux ruraux comme des projets de développement. De plus on ne leur parlait pas des conséquences irrémédiables ; le préjudice se rapporterait à leur accès à la terre et aussi sur

l'environnement : il faut considérer ce que cela signifiait pour leurs revenus et leur organisation sociale. Les paysans devenaient de simples ouvriers agricoles ou des saisonniers. Ils allaient perdre leurs terres héritées des ancêtres, là où se trouve le tombeau familial. Ce transfert se faisait la plupart du temps sans aucune compensation financière : seulement des promesses de création d'emplois et de constructions d'infrastructures. Les locaux n'ont pas été informés, ni consultés : on les expulsait ou on les déplaçait purement et simplement de leurs propres terres. Ces terres allaient être louées pour 99 ans : tout se faisait dans l'opacité totale ; y avait-il tant de terres arables inoccupées, pour être tant convoitées ? les soi-disant « investisseurs » devenaient des « envahisseurs ». Le résultat fut le renversement du régime au début 2009.

C'est ainsi que la Grande Ile allait être dépouillée de l'une de ses plus grandes richesses naturelles, avec la complicité de ses gouvernants au détriment de la collectivité nationale : le bail était de 99 ans. Ne valait-il pas mieux que les pouvoirs publics permettent aux nationaux de mettre en valeur leur potentiel agricole et de vendre ensuite leurs produits à ceux qui souhaitaient s'approvisionner chez eux ? Comment est-il possible qu'à notre époque certains projets ressemblent fort à une économie de traite. Ne serait-ce pas la tâche des gouvernements de mettre en place des politiques de modernisation de l'agriculture, de sorte que leurs pays n'aient pas à importer sa nourriture et n'aient pas besoin de faire travailler ses terres avec de la main d'œuvre et des capitaux qui viennent d'ailleurs. C'est lamentable de voir des dirigeants qui aliènent la moitié des terres cultivables de leur propre pays, parce qu'ils ne savent pas ce qu'il faudrait en faire et que leurs seuls objectifs sont marchands, au service d'intérêts particuliers : c'est une preuve encore qu'ils n'ont aucune considération pour les paysans. Ils ont choisi l'» agrobusiness » : pour eux, l'agriculture est une entreprise industrielle et commerciale, avec de grosses machines et des techniques avancées, et qui n'a pas besoin de beaucoup de main d'œuvre (mais qui soit spécialisée) ; par contre, il faut beaucoup de capitaux. Pour cela, on fait appel à des moyens qui viennent d'ailleurs, et on néglige ce que l'on a (de grands élevages, avec des vaches qui produisent beaucoup, des élevages de volailles industriels, une culture mécanisée qui consomme beaucoup d'engrais, de pesticides, et d'autres intrants. C'est tout cela que l'on conteste dans nos sociétés industrielles en raison de son impact négatif, son coût excessif et la faible qualité de ses produits.

QUELQUES CAS CONCRETS D'ACCAPAREMENT

PROSAVANA : C'est un projet datant de 2009 ; dans le couloir de Nacala, la majorité dépend de l'agriculture de subsistance.

14 millions d'hectares de terres (Nampula-Nacala, Nyassa, Zambezia) = 1/3 du pays sont vendues aux Brésiliens et aux Japonais. (14 millions de terrains de football côte à côte)

4 millions de personnes seront expulsées de leurs terres. (Chassés de leurs terres)

Des terres très fertiles et bien arrosées par des eaux abondantes

Disponibilité des terres falsifiée (dire que ces terres sont inhabitées et inoccupées est un mensonge, contrairement aux allégations du gouvernement, qui va louer ces terres 1 US$ par an et par hectare : tout a été décidé en haut lieu sans aucune consultation des paysans) : ces terres sont assimilées à des terres non exploitées. Dans ce mégaprojet, il y a trois acteurs : le Moçambique qui fournit l'espace (les 14 districts), le Brésil (pour ce qui concerne l'aspect technique), et le Japon (pour les finances et qui espère bien exporter de la nourriture au Japon). Les paysans étaient propriétaires de leurs terres, mais maintenant ils n'en sont plus maitres … Les investisseurs veulent produire du mais, du soja et du coton : tout sera exporté.

Ce projet est supposé reprendre une expérience Brésilienne-Japonaise qui fut un « échec » dans le cerrado du Brésil, à cause de la pollution, de la monoculture, et de la constitution d'importantes inégalités car il y eut formation d'une classe de riches propriétaires terriens (Pour toute information, on peut se référer à l'article de GRAIN : « Brasilian megaproject in Mozambique set to displace millions of peasants ». Les paysans de la région sont du même avis : il n'y a pas de place dans la région pour des fermes à grande échelle. Le 11 Octobre 2012, les responsables locaux de l'Union Nationale des Paysans (UNAC) se sont rencontrés dans la ville de Nampula pour discuter de Prosavana. Dans la déclaration émise à l'issue de la réunion, les responsables locaux de l'UNAC ont dit « noter avec grande inquiétude que le Prosavana exige des millions d'hectares de terres tout au long du couloir de Nacala, alors que la réalité locale montre l'indisponibilité de ces étendues de terre, puisque celles-ci sont utilisées par les paysans ayant recours à la technique de la jachère » (source : Via Campesima).

A cette époque, la politique des Etats était d'attirer des investisseurs (politique avantageuse pour ce qui concerne : les taxes) : investisseurs et entreprises sont exemptés de taxes. Les terres étant publiques, elles peuvent être acquises sous forme de concessions.

NSONI : une compagnie Energy Grow Zambèze d'Afrique du Sud a obtenu 15 000 hectares

Personnes expulsées (les personnes ont dû partir et laisser leurs terres aux étrangers)

Migration vers les villages voisins (ils ont tout perdu : leur terre, l'ambiance socio-économique… ; il n'y a rien eu à faire, car c'était déjà publié dans le « bulletin de la République », une décision qui vient d'en haut (vers le bas)

Les investisseurs ont déjà obtenu le DUAT (Droit d'Exploitation et de Profit de la terre), sans discussion, sans transparence…

(Les personnes sont exploitées : salaires inférieurs au SMIG. Nous avons rencontré deux femmes qui ont reçu chacune 10 coups de fouet sur les fesses pour avoir sucé des restes de canne à sucre qui trainaient sur le sol quand elles allaient puiser de l'eau à la rivière à midi, car la citerne que

les nouveaux propriétaires avaient mis à leur disposition, était vide (car leurs puits traditionnels avaient été pris avec le reste) : c'était l'époque des grandes chaleurs et l'eau est indispensable pour boire, pour cuisiner et pour laver. N'est-ce pas une autre manière de considérer les autres comme des esclaves ? Une autre réalité très triste : les personnes locales ne sont pas respectées, traitées comme des êtres humains de seconde catégorie, des êtres inférieurs. ». La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » dit dans l'article 5 : « Personne ne sera soumis à la torture, ni traité ou puni d'une manière cruelle, inhumaine ou dégradante »

MURREMA: (Sena):

La compagnie Envalor voulait 18 000 hectares de terre. Mais à la différence de Nsoni, cette multinationale n'avait pas de DUAT (c'est pour cela que la Communauté a pu se mobiliser à temps, avec succès)

Mobilisation de la Communauté

Formation d'éducation pour la Transformation (TFT : Training For Transformation) : Après cette formation, les gens ont refusé ce nouvel esclavage parce qu'ils avaient réussi à dépasser la mentalité de fatalisme qui les paralysait (dans le langage local: "pyachitika", "c'est comme ça", "c'est arrivé", « on n'y peut rien »); autrefois ils acceptaient toujours la volonté du plus fort; mais maintenant ils résistent, au point que l'un des membres fut trainé en justice par le chef de village (plus tard, ce chef changera complètement d'opinion, voyant que sa population ne voulait pas abandonner ses terres à un inconnu venu de loin, car cela signifiait la mort pour beaucoup) : parce qu'il (cet individu) divulguait la Loi de la Terre de 1998. Ils n'acceptaient plus d'être traités comme des choses, comme de la marchandise. Même si on leur promettait des indemnisations (minimes en fait). Pour se défendre, ils devaient faire valoir leurs droits, et non parler ou crier de n'importe quelle manière, même s'ils avaient raison : ils utilisaient la Loi de la Terre, en particulier les articles les plus violés, surtout celui qui définissait une communauté (ce qu'est une communauté locale), le DUAT (Droit à l'exploitation et au profit de la terre) acquis automatiquement après 10 ans d'occupation, la nécessité de consulter la communauté avant d'acquérir le DUAT …

Il est rare que les communautés soient consultées : très souvent, au réveil, ils constatent que leurs champs (machambas) ont été pris et qu'ils n'en sont plus les propriétaires; c'est loin de chez eux, dans des bureaux de la capitale que les tractations ont été faites: c'est une décision venant du sommet pour la base, sans aucune consultation: ces personnes ne comptent pour rien. Quand il y a consultation, c'est seulement du chef de village

et de ses conseillers : pour ce faire, l'investisseur a des bons moyens pour convaincre rapidement : il manipule avec de l'argent, des bouteilles d'alcool, des motos bécanes … Et quand tous sont bien éméchés ou carrément enivrés, il est facile d'obtenir une signature. Et la communauté apprend que ses champs ne lui appartiennent plus, qu'ils ont été donnés (cette façon de faire enfreint la Loi de toute évidence). Même les autorités sont en plein accord avec cette manière de faire (à cause de corruption). A Murrema (zone de Sena), les investisseurs ont demandé et supplié pour pénétrer dans la zone en promettant qu'ils feraient connaitre leur programme plus tard, mais la population voulait les connaitre avant de livrer leurs terres. Ils ne voulaient pas jouer avec leurs possessions. Tout cela s'est passé à cause de la conscientisation qui avait été faite : les gens connaissaient leurs droits et réagissaient même contre ses responsables : les investisseurs qui viennent d'ailleurs, de l'étranger, très souvent, pensent que les gens de la brousse sont ignorants de ses droits ou qu'ils n'ont pas de droits parce qu'ils sont analphabètes. Pour cette raison, ils n'ont pas besoin d'être consultés : eux, ils "savent" comment produire de la richesse à leurs dépens ! Mais cela est une nouvelle forme d'esclavage : Les indigènes ne sont rien, ils sont inférieurs. Ils ont réussi à faire valoir leurs droits parce qu'ils se sont unis : toutes les Eglises et les sans-Eglise … et même ils sont allés convaincre les plus faibles et les plus ambitieux ou alléchés par l'argent qui avaient vendu leur terrain pour recevoir des indemnisations (ils ont interdit ce commerce parce que les intérêts de la communauté étaient plus importants que les intérêts individuels). Et c'est ainsi que la Multinationale a renoncé et a dû aller autre part. L'unité de la population s'est renforcée. Et ils ont pu débuter une Association (Mataka Mbathu = "la terre nous appartient") : cela démontre qu'ils n'ont pas besoin des étrangers pour s'organiser ; et tous se sentent libres! D'autres communautés qui ont entendu parler de ce succès sont jalouses et voudraient bien réussir à protéger ses terres pour ses fils et petits-fils dans le futur.

MANDRUZE: *Une opération semblable commence là, aux portes de Beira: C'est le Cas Vale de Mandruze: Des entrepreneurs étrangers (Chinois) projettent d'installer un moulin pour décortiquer industriellement le riz (Diário, 02 de Abril de 2013); pour cela il leur faut 3 000 hectares de terres.* Les gens réagissent très fort car ils seront expulsés de leur propre terre par des étrangers venant de l'extérieur du pays et qui vont exporter les produits chez eux. Le 31 Aout 2013, plus de 500 personnes se sont réunies dans la chapelle de S. João Batista pour s'informer de leurs droits parce que cela est indispensable pour avoir une action forte qui mène au succès. Ils vont se réunir à nouveau le 7 Septembre pour s'organiser et décider quoi faire pour refuser ce projet : Ils ne voulaient pas être les esclaves de programmes qui viennent d'ailleurs: NON à la nouvelle colonisation! L'ancienne colonisation a assez duré. Ça suffit ! (= Basta !). A leur dire, c'était le combat de David contre Goliath.

EN GUISE DE CONCLUSION…

Est-ce une chance pour le développement de voir des bulldozers au travail qui arrachent les arbres et dénudent la brousse ?

Aujourd'hui, de grands espaces de terre sont accaparés par certains nationaux et surtout par des étrangers au détriment des paysans sans défense, parce que des tractations ont été faites au plus haut niveau, sans que les intéressés aient été consultés ; si on prend ainsi leurs terres et qu'on expulse les paysans de chez eux, c'est parce que la Banque Mondiale est là pour encourager les investisseurs en finançant cet investissement en agriculture. Elle profite de son pouvoir politique et financier. Et elle impose à tous son modèle de développement tout préparé d'avance : Pour attirer l'investissement étranger, les pays en voie de développement doivent accepter les règles ou diktats de la Banque Mondiale. Il est fondé sur le néo-libéralisme : privatisation, marché libre… Son objectif est de faire venir des pays développés en leur faisant miroiter les richesses naturelles et humaines ; c'est ainsi qu'une minorité accapare entre ses mains la richesse et le pouvoir.

En conséquence, les communautés rurales sont dépossédées et appauvries. La Banque Mondiale favorise les réformes de la terre pour transformer la terre en une marchandise sur le marché. Pour produire quoi ? Des biocarburants et des produits qui seront réexportés. Et cela pour le bénéfice d'un petit nombre d'acteurs et pour les pays étrangers : ce seront les premiers (et quasi uniques) bénéficiaires !

Mais de quel droit venir de l'extérieur pour leur dire quel genre de développement (et le leur imposer) il leur faut ; hier c'était l'ajustement structurel (FMI, BM) : ouvrir les marchés, produire pour exporter. Les démons semblent être toujours les mêmes : vouloir être les maitres du monde.

« Socialement dangereux, sans préoccupation pour l'environnement, conception du développement pas claire et loin d'être transparente : peut-on appeler cela développement ?» (Rencontre avec Justiça ambiental à Maputo)

L'économie est au service de la personne humaine, non la personne humaine au service de l'économie (GS 64,63) : le Bien Commun, et pas une marchandise

Beaucoup d'étrangers, externes au pays, critiquent cette situation et attirent notre attention pour arrêter cette vente ou sa donation et rester libres. Ils nous font réfléchir sur le type de développement que nous voulons : notre développement ou le développement des plus riches ???

Le pays est vendu ou donné ou accaparé par les étrangers aux dépens des locaux : brésiliens, asiatiques, européens… Que va-t 'il arrivé avec cette forme nouvelle d'esclavage ? Que pouvons-nous constater de nos jours ?

MAIS POURQUOI CETTE COURSE A LA TERRE ? QU'EST-CE QUI A PROVOQUE CETTE ESCALADE ?

C'est à partir de 2008 qu'apparait une nouvelle forme d'accaparement des terres. Entre 2 000 et 2010**,** près de 200 millions d'hectares auraient été accaparées (louées ou achetées pour une bouchée de pain ; parfois volées aux paysans, avec la complicité des gouvernements locaux). Pourquoi ?

1) La crise financière et la spéculation financière : c'est plus sûr d'investir dans la terre, surtout dans les terres fertiles. Cet investissement dans l'agriculture est assuré de succès et le rapport/bénéfice est assuré. Ce n'est pas à perte. C'est un placement sûr. Posséder la terre, c'est être puissant. C'est une résurgence de la domination coloniale. « Appropriation » par des étrangers.

2) L'importation des produits alimentaires est devenue insupportable en raison de ses augmentations de prix (surtout pour : l'Arabie Saoudite, la Libye, les Emirats…), à cause de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 (causée par : forte hausse du prix des denrées alimentaires de base ; et aussi : augmentation de la population mondiale changement des habitudes alimentaires et émergence des agro-carburants, eux-mêmes responsables de la hausse des prix). Alors il est meilleur de produire soi-même en cherchant des terres fertiles et qui ont beaucoup d'eau à disposition. But : approvisionnement en nourriture === danger de nouvelle colonisation en achetant des terres en Afrique. C'est un devoir de dénoncer les effets pervers de ces achats.

3) Finalement il y a une ruée pour les carburants biologiques

   - Le prix du pétrole a beaucoup augmenté ; d'où le besoin de rechercher de l'énergie renouvelable. Les pays pauvres souffrent énormément de l'augmentation du prix des carburants ; alors ils sont tentés de produire ceux-ci pour en importer moins. Pour cela ils sont prêts à accepter la venue des investisseurs qui demandent de grands espaces. Sans se préoccuper des retombées sur l'environnement ou sociales. Les paysans sont souvent expulsés de leurs terres pour des terres infertiles. L'occupation des terres pose aussi le problème de l'eau. Les compagnies étrangères ne vont jamais dans les terres inoccupées. Pourquoi ? D'autres achètent le bio-mass aux paysans : que va-t'il arriver quand l'année est néfaste, désastreuse ? manque de pluie, sécheresse… D'autre part, l'agriculture mécanisée demande peu de travail manuel, excepté pour couper la canne à sucre : d'où salaires et conditions d'emplois pauvres.

- Trouver des alternatives aux combustibles fossiles en raison du changement climatique. Les réponses à ce problème : produire de l'éthanol à partir de la canne à sucre ou du mais, ou du combustible agraire à partir de l'huile de palme ou des graines de jatropha.

- Puisque les nations industrielles ont besoin ont besoin de beaucoup d'énergie, mais n'ont pas assez d'espace pour produire en quantité suffisante ces agro carburants, elles vont ailleurs à la recherche de terres pour produire ces « plantes énergétiques » : et on va dans les pays en développement. Les USA ont comme but de produire 20% de ses besoins en énergie des énergies renouvelables d'ici 2020.

Qu'est-ce qui intéresse tant les gouvernements africains à louer/vendre des terres ?

Pourtant, c'est la source la plus précieuse d'une nation : et cela sans aucun intérêt, sans aucun gain. Comment donc expliquer que l'on s'en sépare aussi facilement ? c'est parce qu'il y a trop de pots de vin et de corruption. Et aussi parce que l'on pense que tout investissement est bon et que ça va encourager et stimuler le développement et créer des emplois ; on espère aussi que cela va favoriser la création et l'amélioration d'infrastructures (on va construire des routes et des ports pour les exportations) : on va donc béneficier de la présence des investisseurs.

Où est donc le problème ?

La terre, c'est un sujet sensible : souvenons-nous des cas provoqués au Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, du Kenya ; s'il y a eu des violences post électorales, c'était lié à des conflits de terre ; à Madagascar, apprenant que le pays allait être vendu à des étrangers, une crise nationale fut provoquée. On dirait que les politiciens ne pensent pas aux générations futures…

Qu'est-ce que ça signifie que la terre est donnée à des étrangers à des fins d'agriculture commerciale ?

- Les paysans sont expulsés alors qu'ils étaient là ; et la plupart du temps, sans compensation, ni indemnisation ;

- Plus de moyens de subsistance : ils sont parqués dans des bidonvilles surpeuplés

- Sécurité alimentaire non assurée, car le but des investissements était le marché-exportation ; alors : manque de nourriture, les prix augmentent. Et on meurt de faim. Donc ces achats se font au détriment des populations autochtones. Car ce sont les terres les plus fertiles que l'on donne. Donc la sécurité alimentaire est mise en danger.

- Cela renforce le dualisme entre agriculture commerciale et agriculture familiale. Les agriculteurs ne contrôlent plus leur production.
- Les droits fonciers des autochtones sont rarement respectés : il faut satisfaire les investisseurs ! Rarement consentement des paysans eux-mêmes, alors qu'ils sont les principaux intéressés (de grands espaces en jachère exploités ; le statut des terres mal défini (souvent, pas de titre de propriété))
- La main d'œuvre peu onéreuse ; et complaisance des gouvernements locaux.

Mais qui sont les prédateurs ? qui profite le plus des investissements ? les déjà riches s'enrichissent encore ou les pauves sont appauvris une fois de plus ?

Chine, Inde, Corée du Sud, Japon, Afrique du Sud, Arabie Saoudite e Etats du Golfe…. Union Européenne (en raison de ses engagements pris en matière d'énergies alternatives) : ces Etats disposent de peu de terres arables : c'est donc un moyen d'assurer la sécurité alimentaire de leur population.

Les états touchés : 47 % en Afrique, 33 % en Asie et 90 % des terres cédées sont concentrées dans vingt-quatre pays. (60 pays sont ciblés par des centaines de firmes et une douzaine de gouvernements).

DES CONSEQUENCES GRAVES ?

1. AU NIVEAU ECONOMIQUE

2,. AU NIVEAU SOCIAL

3. AU NIVEAU ECOLOGIQUE

4. AU NIVEAU POLITIQUE

1. AU NIVEAU ECONOMIQUE :

- Les familles privées de leur propre terre agricole : leurs terres sont confisquées ; la terre est leur unique richesse, c'est leur vie. Comment un agriculteur peut-il vivre sans terre ??? Est-ce que ce sera la même situation que dans d'autres pays : des agriculteurs sans terre ! (MST), comme au Brésil ?

Peu de compensations. Expulsés vers des terres inexploitées sans dédommagement

- **Les productions (monocultures) exportées** : les productions utiles sont détournées (nourriture), comme les biocombustibles, pour les pays étrangers : les nouveaux propriétaires font produire leur terre, mais non pour le pays, comme au temps de la colonisation. Qui va profiter du développement ? Les Mozambicains ou les étrangers ? Tout est pour les exportations, peu reste dans le pays.

- **les agrocarburants privilégiés :** très souvent, les investisseurs produisent des biens qui ne se consomment pas : éthanol, combustibles… Les natifs sont condamnés à la faim : ils sont exploités parce qu'ils ne sont rien. Il y a compétition combustibles-nourriture : *(un père de famille, expulsé de chez lui parce qu'on a trouvé du pétrole dans son champ, me disait : « autrefois, on mangeait 3 fois par jour, mais maintenant on a peine à manger 1 fois par jour).*

- **la souveraineté alimentaire fragilisée :** la souveraineté alimentaire dont dépend la majorité de la population : L'agriculture à grande échelle nécessite des produits chimiques, pesticides, herbicides, fertilisants, et beaucoup d'eau. Ces multinationales viennent s'établir au bord des rivières, où les communautés sont déjà établies. Le terrain est plus fertile. Cela aide aussi à résoudre les problèmes d'eau. En même temps, cette agriculture-là va nécessiter des transports importants, du magasinage et de la distribution. –

Les cultures alimentaires sont utilisées pour faire de l'énergie.

- **On parle de « terres vacantes ou inutilisées » =** en opposition à « terre des ancêtres »

- **Les infrastructures traditionnelles détruites** : Cela est produit par les grandes compagnies : les cultures de vente sont destinées à produire de l'énergie au lieu de produits alimentaires (pour

faire rouler les voitures des Blancs). Ils achètent des terres pour produire de la nourriture pour leur bétail ou faire rouler leurs voitures ; Les voitures des Blancs seraient-elles plus importantes que les personnes ?

- **La main d'œuvre étrangère privilégiée** : Les agriculteurs deviennent de simples travailleurs, dépouillés ou pauvres dans la ville : rien ne leur appartient plus.

La plus grande part des profits va dans la poche de l'investisseur

2. AU NIVEAU SOCIAL :

- Des séries de questionnements surgissent : Cette remise de terres aux étrangers constitue-t-elle véritablement la clef et la solution du développement désiré et espéré pour tous ? Pour réussir à avoir accès à un marché lucratif ? À un emploi sûr ? (Produire pour les étrangers riches, quand ils sont de simples instruments ou machines de production !). La production agricole sera-t-elle améliorée ? Est-ce certain que le rendement public va augmenter ? Construction de plus d'infrastructures ?

- **privatisation de l'eau au détriment des populations** De grandes quantités d'eau sont utilisées pour l'irrigation, spécialement pour la canne à sucre. Ce n'est pas pour rien que les investisseurs convoitent en premier lieu les terres voisines des voies fluviales, comme le Zambeze. La population locale s'était installée à proximité de l'eau, où les terres sont les plus fertiles. Et voilà maintenant que des étrangers venant d'ailleurs leur volent ces espaces. Les autochtones sont privés de leurs sources traditionnelles d'eau. Le problème d'eau : l'eau est un droit humain (DH 25). L'eau est polluée. Les investisseurs ne sont pas sanctionnés pour la pollution des rivières qu'ils provoquent, ni pour les dommages qui s'en suivent. Ils dévient les rivières sans vergogne.

- **expulsion et déplacement de communautés entières** : Extinction des populations indigènes : destruction des habitats naturels des populations. La population est divisée entre ceux qui supportent/appuient l'étranger et ceux qui le désaprouvent.

- **les agriculteurs deviennent de simples travailleurs exploités** : Les personnes sont traitées comme des objets, non des sujets : elles ne sont pas acteurs de leur vie. Elles ne sont plus des personnes

-**Promesse de développement non honorée (accès au marché, l'emploi, le savoir et l'expérience)** : Les investisseurs promettent qu'ils vont apporter le savoir et l'expérience qui font grandement faute, que ce sera un instrument de développement, qu'il va permettre l'accès au marché, que cela va créer de l'emploi, que la production agricole sera meilleure, que les rendements publics vont augmenter. Ils promettent de construire plus d'infrastructures ?

-**Conséquence :** organisation du mouvement social : des marches patriotiques, des forums pour s'organiser, de violents heurts avec la police, des terres occupées et brîlées pour les rendre inutilisables. Il y a même une véritable internationalisation des mobilisations (23 organiisations mozambicaines sont allées au Japon pour arrêter rapidement ce projet ; et même 31 orgaisations japonaises se sont mobilisées pour forcer leur gouvernement à stopper ce projet).

3. AU NIVEAU ECOLOGIQUE : la biodiversité et le climat. Destruction de l'environnement. Ecosystèmes non respectés ; le réchauffement climatique devient de plus en plus une réalité, même pour la population locale.

- **Pollution des eaux et des terres,**

- produits chimiques, pesticides, herbicides, fertilisants…

- destruction des forêts

- écosystèmes non respectés ; En **c**onséquence : Les changements climatiques : d'où: recrudescence d'évènements extrêmes comme :

- Inondations et sécheresse, cyclones, érosion côtière,
- La destruction des arbres (coupés ou arrachés) à une grande échelle diminue la pluviosité)

4. AU NIVEAU POLITIQUE :

-**Disparition de l'agriculture familiale** : les locaux ne sont plus chez eux. Leur pays appartient aux étrangers. Ils sont dominés, exploités.

-**Accaparement du pouvoir par des sociétés étrangères** : Cela montre la faiblesse de gouvernance de beaucoup de pays qui acceptent : souvent ceux qui ont fait la Loi de la Terre (1997) sont les premiers à la violer

-**Droits coutumiers baffoués** : Les investisseurs profitent du manque de précision, de netteté, laissé par la coexistence de lois coutumières et de lois écrites dans la Constitution.

-**Désinformation de la population** : Ils abusent du manque d'informations des paysans sur les objectifs du contrat au sujet des droits des concitoyens et au sujet des droits des autorités légales. Ils croient trop que les gens sont ignorants et ils en profitent.

QUE DIT LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ?

Article 1 : "**Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et droits. Ils sont dotés de raison et conscience et doivent agir les uns envers les autres avec un esprit de fraternité**". **Tout peuple a le droit à l'existence.** Tout peuple a le droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la voie qu'il a librement choisie. (L'accaparement des terres est la version d'aujourd'hui des programmes de l'ajustement structurel)

Article 3 "Tout homme a le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne"

Article 25 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux »

"Les pays colonisés et opprimés ont le droit de se libérer. Tous les pays ont des droits économiques à l'abri de la Carte. Ils ont le droit d'empêcher que les richesses et les recours nationaux de son pays soient exploités abusivement par les étrangers. Et aussi le droit d'utiliser ses richesses pour le bénéfice de la population en général et pour renforcer l'unité africaine" (Carte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples 20)

Les investisseurs font semblant d'ignorer les DH, les droits à l'économie, les droits sociaux, droits à la protection des travailleurs, à l'usage durable des ressources naturelles

L'accaparement des terres viole la législation internationale des droits humains : expulsions forcées, réduction des critiques au silence (ou même pire), introduction de modèles fonciers et agricoles non durables , importés d'ailleurs, pas faits pour eux, qui détruisent les environnements naturels (ce n'est pas une préoccupation pour eux) et épuisent les ressources naturelles (car il faut faire produire au maximum, le temps d'action étant limité), flagrant déni d'information (les décisions sont prises en haut entre gouvernants et investisseurs, sans aucune consultation des intéressés, les « agriculteurs ») : les personnes concernées n'ont pas la possibilité de participer aux décisions politiques qui affectent leur vie.

La Banque Mondiale facilite l'investissement privé en Afrique. Elle encourage la commercialisation des terres cultivables par ses programmes d'investissement qui ressemblent fort à l'ajustement structurel. Les paysans n'ont pas le choix : Il faut accepter les conditions dictées si l'on veut recevoir les subventions ou indemnisations. La terre est privatisée pour en faire un bien commerciable. On ne s'occupe pas de savoir si la population locale est d'accord ou non avec les programmes des multinationales : on les applique tout de même. Les droits coutumiers sont ignorés.

LA LOI DE LA TERRE (1 Octobre 1997)

L'usage et le profit de la terre sont le droit de tout le peuple mozambicain car c'est le moyen universel de création de richesse et de bien-être social.

ARTICLE 1 : *(il s'agit de définitions)*

1) **La communauté locale** : c'est le regroupement de familles et d'individus, vivant dans une circonscription territoriale au niveau de la localité ou à un niveau inférieur, qui vise à sauvegarder les intérêts communs au moyen de la protection d'ères habitables, d'ères agricoles, qu'elles soient cultivées ou en jachère, des forêts, des sites d'importance culturelle, des pâturages, des sources d'eau et des zones d'expansion.

2) **Droit d'usage et de profit de la terre :** c'est le droit qu'ont les personnes particulières ou collectives et les communautés locales d'acquérir une terre.

4) **Exploitation familiale** : c'est le travail d'exploitation de la terre qui a pour objet de répondre aux nécessités du groupe familial, utilisant la capacité de travail de celui-ci.

7) **Occupation** : c'est la forme d'acquisition du droit d'usage et de rapport de la terre par des personnes particulières et nationales qui, de bonne foi, utilisent la terre depuis au moins dix ans ; ce peut être aussi des communautés locales.

15) **Propriété de la terre** : ce droit de l'Etat, consacré dans la Constitution de la République du Mozambique, est exclusif ; de plus, outre tous les droits du propriétaire, il peut déterminer les conditions de son emploi et du rapport, au bénéfice de personnes particulières ou collectives.

ARTICLE 3 :

C'est un principe général : **La terre est la propriété de l'Etat** et ne peut pas être vendue ou, de quelle qu'autre manière, elle ne peut être aliénée, hypothéquée ou mise en gage/saisie.

ARTICLE 10 :

1. **Sont sujets du droit d'exploitation et de bénéfice de la terre les personnes nationales, collectives ou particulières, hommes ou femmes, ainsi que les communautés locales.**

ARTICLE 12 :

Le droit d'exploitation et de profit de la terre est acquis par :

a) **occupation par des particuliers ou par des communautés locales**, selon les règlements et pratiques coutumières, pourvu que ce ne soit pas en contradiction avec la Constitution.

b) **occupation par des personnes particulières** qui, de bonne foi, utilisent la terre depuis au moins dix ans.

ARTICLE 13 :

2. **l'absence de titre ne nuit pas au droit d'exploitation** et de profit de la terre acquis par occupation comme le définissent les lignes a) et b) de l'article précédent.

3. le processus de titularisation du droit d'exploitation et de profit de la terre inclut l'avis des autorités administratives locales, précédé de consultation des communautés respectives, pour effets de confirmation que l'ère convoitée est libre et n'a pas d'occupants.

ARTICLE 15 :

La confirmation du droit d'usage et de profit de la terre peut être faite par :

a) présentation du titre approprié

b) la preuve par le témoignage présenté par les membres, hommes et femmes, des communautés locales.

ARTICLE 17 :

1.**Le droit d'utilisation et de profit de la terre à des fins d'activités économiques est sujet d'échéance d'une période maximale de 50 ans,** renouvelable pour une période égale, à la demande de l'intéressé. Après cette période de renouvellement, une nouvelle demande doit être présentée.

2.N'est pas sujet à l'échéance le droit d'usage et bénéfice de la terre :

a) s'il est acquis par occupation par les communautés locales

b) s'il est destiné à l'habitation elle-même

c) s'il est destiné à l'exploitation familiale exercé par des personnes nationales particulières.

"Ce qui me préoccupe le plus ce n'est pas le mal de quelques-uns avides, rapaces et cupides qui veulent tout pour eux, mais la passivité et le silence de la majorité honnête" (Martin Luther King)

CONCLUSION:

PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES : **Résultat de cette ruée sur les terres : les consequences**…

- Ces pays sont déviés de leurs productions utiles au profit de l'étranger et des productions bio-combustibles

- Les agriculteurs deviennent de simples travailleurs chez eux
- La sécurité alimentaire est fragilisée
- L'agriculture sur une grande échelle (extensive) utilise beaucoup de produits chimiques (pesticides, herbicides, engrais) et d'eau. Elle sera sujette à la monoculture. Il faudra prévoir les moyens de transport importants, du magazinage, de la distribution… Monoculture, donc produire pour exporter. En consequence, **beaucoup de cultures ou produits traditionnels disparaissent et on importe des produits de l'étranger.** (Ainsi de l'arachide, de "machewere" qui est une nourriture très riche…)
- périodes prolongées de sécheresse et inondations qui détruisent tout
- il y a des liens entre la destruction des forêts et les changements climatiques
- à l'origine des maladies respiratoires et cardiaques
- il y a des liens entre le manque d'eau et la montée des prix alimentaires
- il y a un lien entre la qualité de la vie en ville, le type de construction. L'organisation du traffic et l'existence de zones vertes
- il y a un lien entre la production de la terre, les mega-projets et la pauvreté absolue
- quel est le lien entre la diversité de la nature et la découverte de nouveaux médicaments

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ? QUELLES SOLUTIONS ?

- **Faire connaître la "Loi de la Terre**" à tous, en employant des moyens qui puissent atteindre toute la population (par exemple : les radios communautaires qui divulguent en langues locales…).

La législation moçambicaine exige que les entreprises privées obtiennent l'accord des communautées locales avant de s'implanter. C'est cela qui a provoqué bien des conflits ; mais les pots de vin souvent arrangent les choses (surtout auprès des chefs de village : l'investisseur vient avec alcool, argent, motobécane même… Quand le "propriétaire" a bien bu, on peut lui faire signer n'importe quoi…)

- **Favoriser les programmes de formations et d'information :**
+ *Pour redonner confiance* : Il faut encourager la capacité d'investir et de développer leur pays ; donner des forces aux habitants pour se prendre en mains. (Un programme comme "*Training for Transformation"* peut aider à redonner confiance et force). Convaincre les gens qu'il n'y a pas de fatalité en ce domaine, mais il faut savoir se défendre pour soi et ceux qui viendront après.

+ Pour conscientiser les populations sur le risque d'endommager l'environnement d'une manière irréversible
+ Améliorer la qualité des informations transmises : pour que les communautés connaissent leurs droits et devoirs, la législation en vigueur pour qu'ils puissant réagir et réclamer.
+ Consulter et obtenir l'accord des communautés locales avant toute implantation. Il est important de recouvrer la confiance en soi, de prendre conscience de sa propre valeur ; ne pas tout accepter sans discernement. Redonner son sens de la dignité aux personnes (stopper cette mentalité d'être de sempiternelles "victimes", de toujours subir les évènements)
.

MAIS AUSSI :

- Promouvoir l'agriculture familiale.

- Favoriser les transferts de technologie,

- Favoriser l'apprentissage de l'agroéconomie,

- Créer ou améliorer les infrastructures (adduction d'eau, électricité, routes, etc)

Les agriculteurs semblent incapables de produire des excédents permettant d'investir.

S'ORGANISER ET CHANGER DE MENTALITE

- Consulter par avance les communautés en créant des comittés de gestion (sans limiter les consultations). Ceci pourrait promouvoir la transparence désirée par tous (ainsi il n'y aurait plus de secret dans ce domaine public).

- La main d'oeuvre étrangère est favorisée au détriment de la main d'oeuvre locale : beaucoup d'investisseurs étrangers rentrent dans le pays loué avec ses propres travailleurs. Est-ce que ce type d'investissement va donner des chances d'emploi… Quel est l'avantage de cette situation ?

- On ne compte plus sur l'agriculture familiale pour faire reculer la pauvreté. (l'abandonner ou l'améliorer ?)

- ET LES DROITS DES LOCAUX : CE SONT DES ETRES HUMAINS QUE L'ON DOIT RESPECTER

- Alors qui bénéficie de la richesse, encore une fois ??? Peut être faut-il revoir le plan d'exploitation…

- La charte des Droits de l'Homme n'est-elle pas négligée, mise de côté ? Droit à la nourriture, Droit à l'Economie, Droits sociaux, Droit à la protection des travailleurs ??? Droit à l'usage durable des ressources naturelles.

- Quand on parle d'investissement, on parle peu des hommes et femmes, mais beaucoup de bénéfices, d'argent, de mécanismes pour atteindre cet objectif ; Mais qui en sera le bénéficiaire ? La vie du plus grand nombre va-t'elle devenir plus heureuse (les nécessités fondamentales seront-elles satisfaites pour tous ?).

- La politique energétique européenne ne respecte pas le droit à l'alimentation.

- L'accaparement des terres se fait au détriment des agriculteurs familiaux,

- Accaparement des terres est une nécessité pour produire du pétrole vert (= agrocarburants) : c'est la principale cause de l'achat de terre = cela est une violation aux DH (insécurité alimentaire). (Selon O. de Schutter)

- Agrocarburants : c'est la solution aux changements climatiques pour quelques uns…et la cause majeure de la hausse des prix des céréales pour les autres

- Corruption encouragée par le manque de transparence et l'opacité, et sans consultation de la population

- En finir avec les agrocarburants

- Rentable pour qui ?

- Risque de guerre ; corruption. Il y a de nombreux cas de conflits occasionnés par cela.

- Neocolonialisme

UNE INTERROGATION IMPORTANTE POUR LE FUTUR :

Qu'en est-il de l'usage durable des ressources naturelles, des terres ?
Même si après 50 ans d'exploitation intense, les investisseurs rendent les terres aux populations locales, que vont-ils remettre ?

Des terres épuisées par l'emploi exagéré de produits chimiques (pesticides, engrais, herbicides…) pour les faire produire au maximum. Dans quel état seront ces terres ?

Des eaux polluées inutilisables pour la consommation domestique

Une écologie dévastéee. Quel environnement sera le nôtre ? Les arbres auront disparu, des populations indigènes ne seront plus…

(Lire les articles des journaux cités du Mozambique)

Et puis : **Résultat de cette ruée sur les terres : les consequences**…
- il y a un lien entre la production de la terre, les mega-projets et la pauvreté absolue
- périodes prolongées de sécheresse et inondations qui détruisent tout
- il y a des liens entre la destruction des forêts et les changements climatiques
- il y a des liens entre le manque d'eau et la montée des prix alimentaires

La démocratie : la population est de plus en plus marginalisée, même et surtout par ses propres dirigeants. Elles ne sont pas consultées dans tout ce processus : tout va du Haut par le Bas, sans aucune participation locale. Nous l'avons constaté un jour : *un homme, en se réveillant le matin, a vu des étrangers en train de cultiver son champ (qui donc ne lui appartenait plus).*

Et puis, comment travailler avec un ventre vide ?

La "Révolution Verte" aide-t'elle les populations ? N'est-elle pas à l'avantage des riches pour devenir encore plus riches, et rend les pauvres encore plus pauvres ?

"Les investisseurs les plus prometteurs sont ceux qui soutiennent les petits exploitants locaux plutôt que les grandes exploitations" (Lorenzo Cotula, directeur de recherche à l'Institut International pour l'environnement et le développement (IIED))

« Socialement dangereux, sans préoccupation pour l'environnement, conception du développement pas claire et loin d'être transparent : peut-on appeler cela développement ? » (Rencontre avec Justiça ambiental à Maputo)

De tout cela, il y a des témoignages : avec Envalor, multinationale qui a essayé de s'arroger 18 000 ha de terres dans la région de Murrema (district de Sena) ; avec Energy Grow Zambeze à Nsoni (près de Chemba); Mandruze (à Dondo) où une compagnie étrangère a essayé sans succès de s'emparer de terres très fertiles (devant leur succès, les gens ont parlé du combat de David et Goliath).

2 – QU'EST-CE QUE LE DEVELOPPEMENT ??? LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET LES DROITS DE L'HOMME DANS L'ACCAPAREMENT DES TERRES. EXEMPLE DE LA BANQUE MONDIALE : qui finance les investisseurs. (Selon O. de Schutter)

ROLE DES AGENCES PUBLIQUES DANS L'ACCAPAREMENT DES TERRES : LA BANQUE MONDIALE : elle veut des propriétés de type occidental.

Les institutions financières internationales ont un grand rôle dans cette question. Les droits de l'homme dans l'accaparement des terres sont ignorés. On peut se demander **:** qui finance les investisseurs. (Selon O. de Schutter)

1-La BM a misé sur le développement des entreprises (multinationales et groupes financiers); et cela s'est fait au détriment des paysans: on veut faire des terres un produit "marchandisable"; et pour cela elle **encourage la privatisation des terres**; d'où la nécessité de faire des nouvelles lois pour en finir avec les droits fonciers traditionnels et coutumiers (nouvelle loi de la Terre, en 1998, au Moçambique): finalement c'est elle qui **gère le territoire et pour cela concentre les terres entre les mains de quelques-uns**, et privatise même l'eau. Et cela pour produire des agros carburants, des aliments pour animaux et de la nourriture (qui, pour la majeure partie, part ailleurs, à l'extérieur du pays). Mais ces entrepreneurs font appel aux banques privées pour réaliser leurs plans. Finalement on **encourage (par des lois et des politiques) le rôle de l'entreprise et on se préoccupe peu du bien commun des populations. Ainsi la BM légitimise sa façon de faire. L'agro-industriel prime la subsistance des populations et justifie expropriation et accaparement des terres**. C'est pour cela que certaines organisations comme "Via Campesima", crient : "*Banque mondiale, retire-toi des terres, maintenant !"*

2-La BM est accusée de financer des projets avec une main mise brutale (accaparements) sur les terres et autres ressources naturelles des communautés locales. Elle favorise la « ruée sur la terre » (profitant de sa puissance politique et financière): le « **Benchmarking Business of Agriculture** » fait aussi partie de son programme (= repères, critères : c'est une étude comparative). On invite les investisseurs à venir et on leur fait savoir qu'on les aidera à s'installer : et on ne se préoccupe pas de savoir si ces terres sont occupées ou non. **BM dit que c'est pour améliorer la politique agricole** ; **elle veut forcer ces pays à adopter ces réformes à l'amiable pour faire accéder les géants aux ressources naturelles et à l'agriculture. Et les politiques acceptent de peur qu'on ne leur coupe les fonds. Alors on peut se demander des intérêts de qui elle sert… La BM a pour vocation de lutter pour la réduction de la pauvreté, et non de créer plus de pauvreté**.

3-Elle profite d'avoir prêté des crédits ; Elle favorise les géants de l'agrobusiness à accéder à la terre des pays pauvres avec sa politique actuelle du "**Doing Business Rankings" (= faire des affaires) ;** ainsi elle détruit plus qu'elle ne construit par son idéologie, sa politique, ses pratiques : la terre est devenue un simple moyen pour faire des affaires, un marché : on ne se préoccupe plus des Droits de l'Homme, de la protection des travailleurs, ou de la durabilité des

ressources naturelles. *Seule compte la rentabilité*, en général pour les compagnies étrangères (pour régler le problème de la pauvreté, on élimine les pauvres!). Elle **encourage les Etats endettés** à vendre ou à louer leurs terres les plus fertiles sur le marché international. S'il y a cette guerre ou cette ruée pour le foncier, c'est parce que **ça rapporte 3 fois plus que les placements boursiers** et 7 fois plus que l'immobilier (selon la 'Confédération paysanne', syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs – Février 2016). **La terre est volée en toute impunité** aux communautés paysannes qui y vivent et y travaillent depuis toujours. L'Etat est devenu propriétaire du foncier depuis la Loi de 1998. Les droits coutumiers sont bafoués, ainsi que les droits collectifs d'usage de la terre. L'Etat a pris le contrôle du foncier au détriment des populations paysannes. Alors les meilleures terres sont attribuées aux investisseurs (surtout les terres irrigables…).

DES REMARQUES :
En fait, **la coexistence entre ces entreprises et les petits paysans est impossible**, car les plus petits sont éliminés par les gros car ceux-ci détruisent l'agriculture familiale (ce sont eux qui produisent la nourriture pour le pays). Ce sont eux qui gèrent les terres, les territoires, l'eau, les semences, le bétail, la biodiversité ; ils produisent les aliments, il n'est pas question d'industrie de l'agro-alimentaire. **La terre est faite pour être travaillée, pas pour faire du commerce !**

BM et FMI ont imposé un modèle unique de développement aux pays pauvres et dépendants qui n'avaient d'autre choix que d'obtempérer aux « conseils » (en fait "aux diktats") des organismes financiers. Cette politique ressemblait fort à l'ajustement structurel d'autrefois : de quel droit pouvait-on s'immiscer dans les affaires des autres, gérer à leur place leurs problèmes et leur dire comment faire (comme s'il n'y avait rien eu avant eux… il y avait tout de même bien un savoir-faire, peut-être différent du nôtre !), sans d'abord discuter avec eux ? Selon Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD 11.11.11, des profits colossaux ont été faits sur le dos des populations les plus pauvres de la planète (14 Janvier 2012*). Pour sûr, le « néocolonialisme brésilien » au Mozambique n'a pas contribué au développement socialement juste de ce pays. "Si, d'un côté, le Brésil peut offrir des connaissances techniques pour la culture de semences dans la savane africaine, il est d'un autre côté en train de proposer un modèle insoutenable d'agrobusiness,* ***basé sur la monoculture, la dégradation de l'environnement et la concentration des terres dans les mains de quelques-uns****". (Adriano Rangel, dans Global Voices Online, 21/08/2011).* La BM a donné 80 millions de dollars au Mozambique le 4 février 2010 pour développer l'électricité d'une manière durable et aussi les énergies modernes : d'où l'investissement dans les agro-carburants.

Tout cela montre que la BM profite de la faiblesse de gouvernance de nombreux gouvernements investisseurs qui profitent d'une « faiblesse de la gouvernance » et d'une « absence de protection légale » des communautés locales : ils en profitent pour expulser les populations de leurs propres terres. De plus, ces investissements ne rapportent presque rien aux communautés touchées (emplois ou indemnisation, et surtout problème de la sécurité alimentaire). Il n'y a donc **pas de quoi se réjouir des "prouesses" de la Banque Mondiale.**

Pour elle, ne vaut la peine que l'économie de marché, les forces du marché. **Elle favorise un modèle de développement agro-industriel placé au service des entreprises** : **les êtres humains ne comptent plus.** Elle offre du capital et des garanties aux sociétés investisseuses

multinationales, de l'aide et du soutien technique dans les prétendus pays bénéficiaires, et elle encourage des lois et politiques axées sur l'entreprise plutôt que sur le bien commun des populations. Ainsi **la Banque mondiale joue un rôle-clé dans ce processus d'accaparement** massif du territoire. (Déclaration conjointe de CRBM, FIAN International, Focus on the Global South, Friends of the Earth International, GRAIN, La Via Campesina, Transnational Institute. Le 26 avril 2012 à Washington)

Il est très **difficile d'obtenir des informations** concernant les finances, que ce soit de la part de la BM ou des sociétés multinationales investisseuses ou des gouvernements concernés ; on en comprend les motifs : il y a tout intérêt à garder les choses non-transparentes, opaques. Les seules informations que l'on peut avoir, ce sont les sociétés privées qui peuvent les donner, après avoir fait des investigations : GRAIN, OXFAM, Justiça Ambiental, PLANT, VIA CAMPESIMA, FIAN… Beaucoup de promesses sont faites pour en mettre plein la vue ; GRAIN parle de "au-delà de l'écran de fumée » (« beyond the smoke and the mirrors «): On avait promis des jobs, de nombreux emplois: 2,650 jobs dans une plantation de canne à sucre, mais seulement 35-40 personnes ont été employées effectivement. (Enquête de GRAIN, 15 Septembre 2010)

« Le Monde » daté du 23 avril 2012 donne quelques extraits de l'article de F. le Maître : ***« la Banque Mondiale est l'un des tous premiers responsables de la situation actuelle. C'est elle qui a imposé depuis des décennies aux pays pauvres de réduire toute aide au secteur de l'agriculture familiale et de privilégier les cultures d'exportation ».*** Après l'indépendance, le problème de l'agriculture a été négligé au Moçambique : ce n'était **certainement pas une priorité…**

Le 23 Avril 2010, la BM s'engage à donner 25 millions de moustiquaires pour en finir avec le paludisme. Etait-ce une manière de détourner l'attention…**Demandons-nous si la politique de la Banque Mondiale favorise ou non le développement…Car la faim dans le monde n'est pas une fatalité ou une catastrophe naturelle, mais le résultat de nos choix.**

CONSEQUENCE : Une nouvelle classe est en train de naçitre : "les sans terres", même s'ils sont paysans : MST

DES INTERROGATIONS…

- **Qu'est-ce que le développement pour la BM ?** Et pour nous ? Une économie au service de l'homme ? Ou le contraire… Que ceux qui font les Lois soient sérieux et réalisent ce qu'ils approuvent… (Même et surtout ceux qui parlent pour nous). Développe-t-on à coups d'argent ? Sans changer les mentalités, les comportements ???

Ce que nous voyons actuellement aide-t-il les populations à se développer ? On peut en douter ! Personne ne peut faire le développement à la place des autres : on peut l'aider, le conseiller pour aller de l'avant. Mais jamais on ne pourra faire le travail à leur place : cela suffit pour contester et contredire tous les arguments avancés, même s'ils viennent de la Banque Mondiale. Et du même coup, cela met en cause les votes de nos Députés : approuvent-ils en connaissance de cause ? Après avoir étudié tous les aspects du problème ?

C'est une véritable main mise sur l'Afrique : derrière des motifs « nobles », en apparence, on achète certains gouvernements. Quelle amélioration peut-on attendre ? pour la sécurité alimentaire, la santé des populations, la vie sociale…

- Ça suffit ! (Basta ! dit-on en portugais). Arrêtons de financer ces projets mortifères ! Il serait temps de s'atteler à une politique humaine, et d'arrêter de penser "économie". Où nous mènera ce capitalisme ?

3 – UNE SOLUTION : L'AGRICULTURE FAMILIALE …

L'accaparement des terres concerne des surfaces agricoles pour y produire des cultures d'exportation destinées notamment à la fabrication d'agrocarburants... Il faut mettre l'accent sur les cultures vivrières. Comment produire autrement ? Comment promouvoir un développement durable dans un système d'agriculture familiale paysanne, pour **lutter avec succès contre la pauvreté et la faim et recréer un milieu rural respectant l'environnement et la biodiversité.** En Afrique, c'est cette agriculture familiale qui produit en grande partie la nourriture qui est consommée sur le continent (environ 80%). Ce genre de vie **structure le tissu social, économique et culture**l. C'est cette agriculture qui gère le territoire et qui est une source de revenus. Elle est la condition de la préservation des valeurs et des modes de vie.
Mais pour beaucoup de leaders africains, ce genre « d'exploitation paysanne familiale » est un modèle de production archaïque : cette agriculture n'est orientée que vers l'autosubsistance. Notre réponse est : comment favoriser le développement agricole ? comment moderniser cette agriculture familiale. Notre objectif serait d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Au Mozambique, 80% des pauvres vivent dans les zones rurales et sont agriculteurs. Beaucoup déploient un rideau de fumée sur les potentiels de la production agricole, ils veulent nous faire croire que « la ruée mondiale vers les terres agricoles » est la solution. Des investisseurs avouent ouvertement **qu'ils n'ont rien à voir avec « la sécurité alimentaire**. Car ils ne sont intéressés que par les bénéfices. Il nous parait qu'il est important de développer l'agriculture familiale et non seulement la grande agriculture industrielle qui ne profite qu'aux riches (qui ne développent que leur poche puisque les produits vont chez eux et ne restent que très rarement dans le pays qui les crée). Donc cela appauvrit plus qu'il ne développe. Alors que met-on sous le mot de développement de l'Afrique ?

L'accaparement des terres est tout simplement une question de spéculation financière : l'investisseur espère au moins 20% de bénéfice. C'est pourquoi il est incompatible avec la sécurité alimentaire. La production alimentaire en effet ne rapporte qu'entre 3 et 5 %. Avec l'accaparement des terres, l'agriculture devient une marchandise. **Ils** ont promis des emplois, du développement, de l'argent, et un brillant futur. En résumé, on peut dire que cette ruée sur les terres avait un triple objectif :

1- Accroitre les exportations de denrées alimentaires
2- Les agro carburants (pour les exporter)
3- Spéculer sur le foncier en quête de gains faciles

Pour nous, l'agriculture familiale favorise :

La préservation de l'environnement

La biodiversité
Accroît l'emploi rural
Aide à réaliser le développement inclusif

Ce que l'on constate : on ne tient pas compte des droits et besoins des habitants.
Le phénomène d'accaparement des terres fragilise l'agriculture des pays en développement. C'est à chaque pays de définir ses propres politiques agricoles et alimentaires. La souveraineté alimentaire est une exigence de réappropriation démocratique des politiques agricoles. C'est l'un des Droits de l'Homme. **L'Agriculture familiale est indispensable au développement, si nous voulons qu'il soit humain.**
Les résultats de la Banque corroborent aussi ce que d'autres ont dit sur les impacts de cette mainmise sur les terres agricoles. Des communautés entières sont expulsées de leurs terres, des travailleurs sont exploités, des conflits violents se déchaînent, des investisseurs enfreignent les lois et renient leurs promesses, etc. Que dit la Banque de ces « risques immenses » et de ces « réels dangers », comme elle les appelle ? Que nous ne devrions pas nous inquiéter parce que les « opportunités sont tout aussi importantes ».

QUE FAIRE?

"Ce qui me préoccupe le plus ce n'est pas le mal de quelques-uns avides, rapaces et cupides qui veulent tout pour eux, mais la passivité et le silence de la majorité honnête" (Martin Luther King)

- Il faut donc promouvoir l'agriculture familiale. Comment ? Par le **transfert de technologies**, par **l'apprentissage de l'agroéconomie**, par la **création d'infrastructures** (adduction d'eau, électricité), création de routes, implantation d'écoles…

- **Une question d'importance**: "donner" la terre aux étrangers constitue-t'il la clef du développement souhaité par tous? Pour réussir l'accès à l'économie de marché? À un emploi sûr? À une production agricole améliorée? À un rendement en hausse en vérité? À la construction de plus d'infrastrutures? Que faire devant cette situation?

- Il est important **d'améliorer les techniques** de culture (cultiver autrement qu'en utilisant seulement la houe). Donner aux paysans les instruments minimaux pour augmenter leur productivité: les outils, l'irrigation, les semences sélectionnées, les engrais

- **En finir avec la mentalité de subsistance** pour une autre mentalité de commerce: c'est peut être une chance de développement. Comment peut-on améliorer les techniques quand les familles n'ont qu'un hectare de terre à cultiver… Il faudrait qu'ils songent à s'agrandir, ce qui peut être diminuerait la convoitise de ceux qui disent que beaucoup de terres sont vacantes et inutilisées.

- **S'organiser en "associations**" pour l'usage et le profit des terres. Pour acquérir un DUAT et acheter un outillage plus moderne.

- Comment se fait-il que le projet Prosavana (environ 14 millions d'hectares de terres convoitées par le Brésil, secondé par le Japon, avec l'approbation des autorités locales: ces terres sont louées **1 Dollar par hectare et par an**) ne suscite pas plus de commentaires et protestations dans le monde? Il semble que de tels projets ignobles laissent indifférents; la solidarité ne serait-elle qu'un vain mot? Les autochtones n'ont-ils que le droit de souffrir de la faim? Jusqu'à en mourir... Cela met en question notre indifférence vis à vis des souffrances des autres. Que ces situations d'injustice nous choquent et nous poussent à mieux nous informer sur la situation de ceux qui souffrent et sont victimes de l'exploitation de ceux qui n'ont pas de coeur.

- **Revaloriser les travaux ruraux** car on veut l'industrialiser: on manque de considération pour la production des paysans; il suffit de voir comment les jeunes fuient la campagne pour la ville: seuls ceux qui "n'ont pas réussi" restent pour les travaux des champs. Une ONG a écrit un article dont l'intitulé était: "le Moçambique brade ses terres" (on ne brade que ce qui a peu de valeur).

- En Résumé: Il y a eu:

Des profanations de forêts sacrées

Destruction d'écosystèmes

Des pertes dans l'agriculture (des cultures et systèmes alimentaires); perte des cultures indigènes et des semences

Des déplacements de populations (déplacements de familles et communautés)

Paupérisation de la population

Des conflits

Malnutrition, crise alimentaire

Déforestation, dégradation de l'environnement

Pollution des sources d'eau

Majorité des produits vont à l'extérieur

IL Y A DES ESPOIRS… des voix se font entendre

Critique d'académiques : Nunes Castel Branco a été très sévère pour certains dirigeants
Alice Mabote, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme, supporte très fort Castel Branco
UNAC vient d'écrire une lettre très critique de la situation.

(UNAC = União Nacional dos Camponeses)
Et bien d'autres dont on ne parle pas…

Il y a actuellement tout un mouvement pour demander la restriction de cette ruée sur les terres pour se les accaparer. Quand le projet "Prosavana" a fait parler de lui à nouveau au Mozambique, des voix se sont fait entendre pour mettre en garde sur les conséquences de ce projet : elles s'élevaient en particulier du Brésil et du Japon. Il faut regarder le futur, plus loin que le bout de son nez. Il semble qu'au niveau mondial, il y ait d'autres contrées comme : L'Australie, l'Argentine, le Brésil, la Nouvelle Zélande et l'Uruguay ; ces pays sont connus pour remettre en cause cette politique. On peut se demander sérieusement :

Un exemple de ce qu'a fait l'UNAC: Communiqué de l'UNAC à propos du Programme ProSavana (22 Oct 2012)
(Réunion des membres de UNAC, le 11 octobre 2012 à Nampula.)

Nous, paysannes et paysans de l'Union provinciale des paysans de Nampula, de l'Union provinciale des paysans de Zambézia, de l'Union provinciale des paysans de Niassa et l'Union provinciale des paysans de Cabo Delgado, tous membres de l'Union Nationale des Paysans (UNAC), nous sommes réunis le 11 octobre 2012, dans la ville de Nampula, dans le but d'analyser et de débattre autour du Programme ProSavana.

Le ProSavana est un programme triangulaire entre la République du Mozambique, la République Fédérative du Brésil et le Japon, pour le développement de l'agriculture à grande échelle dans le couloir de développement de Nacala, touchant 14 districts des provinces de Niassa, Nampula et Zambézia, sur une superficie avoisinant les 14 millions d'hectares. Ce projet s'inspire d'un projet de développement mené à bien par les gouvernements brésilien et japonais dans le Cerrado (savane) brésilien, où à ce jour est pratiquée une agriculture industrielle, de grande échelle et de monoculture (soja principalement), qui a mené à une dégradation environnementale et à la quasi disparition des communautés indigènes qui vivaient dans cette région. Le couloir de Nacala a été choisi pour sa savane qui a des caractéristiques climatiques et agroécologiques semblables à celles du Cerrado brésilien, ainsi que pour les facilités d'acheminement des produits vers le marché international.

Depuis que nous entendons parler du Programme ProSavana, nous notons l'insuffisance des informations et un manque de transparence de la part des principaux acteurs (gouvernements du Mozambique, Brésil et Japon), d'où l'initiative de la réflexion mentionnée ci-dessus.

Nous, paysannes et paysans, condamnons la manière dont a été élaboré et dont on compte mettre en œuvre le ProSavana au Mozambique, caractérisée par le manque de transparence et l'exclusion des organisations de la société civile de tout le processus, en particulier les organisations paysannes.

Après une analyse approfondie du ProSavana, nous, paysans et paysannes, concluons que :

· Le ProSavana est le résultat d'une politique conduite du haut vers le bas, sans prendre en considération les demandes, aspirations et besoins de la base, en particulier les paysans du couloir de Nacala ;
· Nous condamnons formellement toute initiative qui préconise la réinstallation des communautés et l'expropriation des terres des paysans, pour faire place à de mega projets agricoles de production de monocultures (soja, canne à sucre, coton etc) ;
· Nous condamnons la venue massive d'agriculteurs brésiliens du secteur de l'agrobusiness, transformant les paysans et paysannes mozambicains en leurs employés et en travailleurs agricoles ;
· Nous notons avec grande inquiétude que le ProSavana exige des millions d'hectares de terre tout au long du couloir de Nacala, alors que la réalité locale montre l'indisponibilité de ces étendues de terre, puisque que celles-ci sont utilisées par les paysans ayant recours à la technique de la jachère.

Au regard de la façon dont a été élaboré et du processus de mise en œuvre du ProSavana, nous paysannes et paysans, alertons sur les impacts probables suivants :
· L'émergence de communautés Sans-Terre au Mozambique, comme résultat d'un processus d'expropriation des terres et de réinstallations ;
· Des convulsions sociales fréquentes le long du couloir de Nacala, et au delà ;
· L'appauvrissement des communautés rurales et réductions des alternatives de survie ;
· L'augmentation de la corruption et des conflits d'intérêt ;
· La pollution des ressources hydriques comme résultat de l'utilisation excessive des pesticides et fertilisants chimiques, ainsi que l'appauvrissement des sols ;
· Déséquilibre écologique comme résultat de la déforestation de grandes régions forestières pour faire place à des projets d'agrobusiness.

S'il y a des investissements à faire dans le couloir de Nacala, ou au Mozambique de façon générale, nous préconisons et exigeons que ces investissements soient faits en priorité pour développer l'agriculture et l'économie paysannes, que nous, membres de l'UNAC et membres de la Via Campesina, savons être la seule agriculture capable de créer des emplois dignes et durables, contenir l'exode rural, produire des aliments de qualité et en quantité suffisante pour toute la nation mozambicaine, et ainsi tracer le chemin qui nous mènera à la Souveraineté alimentaire.

Nous continuons solides et fidèles à notre attachement à l'agriculture paysanne et au modèle de production agroécologique qui se table sur la Souveraineté Alimentaire, comme alternative au développement du secteur agraire du Mozambique, modèle qui considère tous les aspects liés au développement durable et qui dans sa pratique est respectueux de la nature.

L'agriculture paysanne est le pilier de l'économie locale et contribue à maintenir et augmenter l'emploi rural et permet la survie des villes et des villages. Elle permet aux collectivités de renforcer leur propre culture et identité. Dans ce modèle alternatif, les politiques de développement doivent être socialement et environnementalement durables, et répondre aux défis et demandes réels des peuples.

Les paysannes et paysans sont les gardiens de la vie, de la nature et de la planète. L'UNAC en qualité de mouvement paysan du secteur familial, propose des modèles de productions basés sur les fondements paysans (respect et conservation des sols, utilisation de technologies adaptées et appropriées, un enseignement rural participatif et interactif).

Au moment où les Nations unies par le biais de la FAO, nous disent qu'une personne sur huit souffre de la faim en particulier dans les pays en développement, comme c'est le cas du Mozambique, nous défendons la position selon laquelle la priorité du gouvernement du Mozambique doit être la production d'aliments par l'agriculture familiale pour une consommation interne, en quête du développement du potentiel local et en associant différents secteurs de la société.

UNAC, 25 ans de lutte paysanne pour la Souveraineté Alimentaire !

En lutte pour un plus grand rôle des paysans (hommes, femmes et jeunes) dans la construction d'une société plus juste, prospère et solidaire.

Nampula, le 11 Octobre 2012
(http://farmlandgrab.org/post/view/21215#sthash.v20luwqc.dpuf)

LEÇONS: le positif à en tirer…

***-LE FATALISME** : Beaucoup se sentent impuissants devant le plus fort, paralysés par le fatalisme… Des étrangers venaient accaparer leurs terres pour produire des agro-carburants qu'ils exporteraient ensuite chez eux pour … faire rouler leurs voitures… Pour beaucoup, ce n'étaient pas des « investisseurs, mais des envahisseurs » ; et cela sans compensation (ou presque !), et où aller pour survivre (plus d'écoles, plus de commerce, plus d'eau, plus …). Ils sont considérés comme indignes, bons à rien, ignorants…*

Quelques jours avant de quitter le Mozambique en 2013, j'ai rencontré un homme, chef de famille, qui m'a fait cette confidence : avant l'arrivée des investisseurs étrangers et locaux qui l'ont expulsé de sa propre terre, de chez lui, parce qu'ils voulaient exploiter les mines dans le sous-sol, il mangeait trois fois par jour, lui et ses enfants ; maintenant, lui et ses enfants n'arrivent plus à manger qu'une seule fois par jour, et encore… Sa terre, c'était sa vie à lui, à ses enfants, à sa femme ; et on le lui enlevait, cela pour un profit purement économique : le rendement avant tout, l'humain importe peu !

Un autre problème, c'est que la terre est propriété de l'Etat ; mais cette opération était nécessaire pour continuer à bénéficier des subsides venant de l'étranger. C'est ce qu'on appelle pudiquement « aide au développement » …Comme humains, faut-il tout simplement accepter ??? La réaction des populations locales, c'était le fatalisme : « pyachitika », « titani

nanga » : (= c'est comme ça, on n'y peut rien, c'est arrivé ; qu'est-ce qu'on peut faire ?) : et on baisse les bras sans réagir ; et l'investisseur n'a pas honte d'exploiter et tuer le pauvre, qui n'a rien d'autre dans sa vie…. La mentalité "Fatalisme" paralyse », empêche d'être homme…C'est le type même de « l'injustice institutionalisée ». Où sont les principes de « solidarité », « destination universelle », « bien commun » …

QU'EST-CE QUE LE DEVELOPPEMENT *? L'eau est polluée et privatisée (et ils doivent la boire), les terres empoisonnées, leurs droits bafoués…et on appelle cela « développement » !!! ils sont expulsés de chez eux car on a pris leurs champs : comment vont-il vivre ? Ils n'ont plus d'écoles, de commerce… Fait-on grandir l'autre ? L'aide-t'on à devenir plus humain ? (« le développement, c'est passer de conditions moins humaines à des conditions plus humaines », disait Paul VI*

*-**NECESSITE DE CONSCIENTISATION :** conscientiser les personnes de leur force, de leur puissance. Leur vie n'est pas moindre que celle du riche, de l'exploiteur… Faut-il se laisser faire ?Beaucoup sont passés* du statut d'objets à celui de sujets *(on devient acteur de sa propre vie, on ne la subit pas, on n'en est pas victime, mais on peut changer la réalité, la* transformer*): nul ne peut faire ce travail de développement à la place de l'autre, il faut que l'autre soit conscient qu'il est capable de plus qu'il ne croit (« empowerment »): et des gens se prennent en mains (en creusant leur propre puits, des toilettes pour éviter les maladies…), mais ils doivent avoir confiance en eux-mêmes. Il faut une utopie, une vision pour transformer, pour se prendre en mains. Aider l'autre à sortir du fatalisme, qui paralyse, empêche d'agir.* Il est nécessaire aussi de connaitre ses droits *(pour la justice : droit à la terre, égalité homme-femme...):*
*Expérience de **se tenir debout : Foi en l'homme : il peut toujours faire mieux** ; et enfin, ce qui a beaucoup aidé, c'est TFT: ce fut une grande découverte.*

TFT (Training For Transformation = Education à la Transformation) : le concept de Transformation rend « capable » (empower). Il faut donner aux gens la conscience qu'ils peuvent changer les choses, donc qu'ils aient confiance en eux-mêmes. Nous avons besoin d'une utopie pour transformer. Toute réalité humaine est transformable.

***-IL EST NECESSAIRE DE S'ORGANISER**, en groupes, pour être forts (c'est seulement en groupe que l'on est fort) et lutter contre le mal : C'est une joie d'aider d'autres, de les accompagner et travailler à s'organiser. Non pas « pour » mais « avec ». C'est à la famille humaine que l'on touche ; Seul, on n'avance pas ; il faut connaitre ses droits, les lois : on les croit trop souvent ignorants.*
Dans ce travail d'accaparement des terres : Lutter contre d'autres gens comme nous (étrangers ou compatriotes) et se sentir menacés par eux : pitié pour eux. Comment des gens intelligents en arrivent-ils à exploiter et appauvrir encore des personnes qui sont déjà désavantagées et peu favorisées (manque de connaissances, de techniques...) : on attendrait autre chose de leur part, d'être de notre côté, avec nous pour lutter contre cette pauvreté… De quel développement parle-t'on ?). Les multinationales sont tant cupides, qu'elles investissent sans se soucier des populations locales, expropriant les producteurs agricoles ou niant les droits pour mettre la main sur les ressources naturelles…

MST (MOUVEMENT DES SANS TERRE) *: « L'accès à la terre des paysans – les sans-voix, ceux qui n'ont pas de titre de propriété sur leur espace vital contrairement aux grandes entreprises qui, souvent, provoquent des dommages environnementaux. Beaucoup d'agriculteurs sont en train de devenir des sans-terres à cause des multinationales » (Carlos Roques, Centre d'étude de la démocratie et du développement – CEDE).* Quel respect de la personne humaine que de la réduire à un instrument, à un moyen pour produire des bénéfices *à un déjà nanti !!! elle est réduite à un objet apprécié seulement pour sa valeur marchande…*Quelle est sa dignité ? *C'est vrai que les pauvres sont les victimes d'un système injuste, mais* ***ils sont aussi les protagonistes d'un monde nouveau.***

-CONSCIENCE ACCRUE DU BESOIN DE SE LIBERER *:*
Le scandale de la faim n'est pas une fatalité. Les multinationales sont tellement cupides, qu'elles investissent sans se soucier des populations locales, expropriant les producteurs agricoles ou niant les droits des autres pour mettre la main sur les ressources naturelles…
D'où la nécessité de **connaitre ses droits** (pour que justice soit faite : droit à la terre !) ; les terres des populations sont convoitées…Les déplacements sont forcés ; Alors, comment construire la paix ? Les DH (Droits de l'homme) sont un secours pour la promotion de la paix et contribuent à la transformation de la situation sociale
Notre place est de: 1) Accompagner (et non pas faire à la place de…) et 2) Travailler avec les populations à s'organiser

CE QUI, DE LA-BAS, EST TRANSPOSABLE ICI ?
On les accuse de ne rien faire pour se protéger, mais nous nous réfugions à bon compte et nous oublions nos responsabilités (exemple de la BM qui encourage les investisseurs dans leurs entreprises néfastes…). Les investisseurs, d'où viennent-ils ?
Il est nécessaire de s'informer de ce qui se passe, pour comprendre la réalité et notre part de responsabilité ! nous avons beaucoup de préjugés! comment dire que nous n'y sommes pour rien?
Comment contribuons-nous à la transformation de la situation sociale
Croyons-nous vraiment que nous sommes tous égaux... Personne n'est au-dessus. Mais ensemble. Ça change les relations !
Faire grandir l'autre. L'aider à devenir plus humain.
Etre attentif à ce qui se passe, découvrir la réalité. Ne pas vivre dans le rêve, dans l'abstrait et passer à côté de ce qui fait la vie des gens. Ouvrir les yeux et les oreilles. Ne pas parler d'abstrait, mais de ce qui préoccupe les autres. Souvent nous parlons de choses dont les gens se moquent, parce que ça ne les touche pas. Voir la réalité en face : la voir chez les autres nous pousse à la voir aussi chez nous.
Déplacements forcés ; comment construire la paix. Besoin de transformation à tous les niveaux
DH et promotion de la paix : nous devons nous engager en faveur du respect des Droits Humains et contre toute injustice.
Les multinationales sont tant cupides, qu'elles investissent sans se soucier des populations locales, expropriant les producteurs agricoles ou niant les droits pour les exploiter plus facilement.
- **Mettons-nous au service de la vie, à la transformer. Notre tâche est de mettre debout**. -

CONCRETEMENT…

ET NOUS… que pouvons-nous faire ???

Ce ne sont pas les opinions qui changent le monde, mais nos exemples. Nous sommes témoins de l'exploitation de l'homme par l'homme.

De Schutter : « la faim n'est pas une fatalité, l'alimentation est un droit (NB: Olivier de Schutter est le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation)

CONCLUSION…

« Personne ne peut exiger de nous que nous reléguions la religion dans la secrète intimité des personnes, sans aucune influence sur la vie sociale et nationale, sans se préoccuper de la santé des institutions de la société civile, sans s'exprimer sur les évènements qui intéressent les citoyens… Une foi authentique…implique toujours un profond désir de changer le monde, de transmettre des valeurs… »

(Pape François, « La joie de l'Evangile », n° 183)

"Seigneur, tu veux que nous rendions la terre habitable à tous,
Que ta parole éclaire ceux qui travaillent à ta justice."

"Être chrétien, cela signifie toujours aussi s'engager en faveur des droits fondamentaux des hommes sur les plans politique, économique, social et culturel, ainsi que pour leur dignité d'enfants de Dieu – et donc pour une société humaine" (Josef Sayer dans Avant-propos, "Aux côtés des pauvres" – l'Eglise et la théologie de la libération, Gustavo Gutierrez, Gerhard Ludwig Müller) .

"**LA GLOIRE DE DIEU EST L'HOMME VIVANT**" (Irénée de Lyon)

* * * * * * * * * * *

PLAN : L'ACCAPAREMENT DES TERRES (LE CAS DU MOÇAMBIQUE)

Généralités
Contexte : ce qui nous a ouvert les yeux

1 – Quelques cas concrets d'accaparement 3
Mais pourquoi cette course à la terre ? qu'est-ce qui a provoqué cette escalade ? 8
Des conséquences graves 10
Aux niveaux économique, social, écologique, politique
Que dit la Déclaration universelle des DH ? 13
Et la loi de la terre 14
Que pouvons-nous faire ? Quelles solutions ? 16
Les locaux sont aussi des êtres humains que l'on doit respecter 18
Une interrogation importante pour le futur 19

2 – Les institutions financières et les DH dans l'accaparement des terres 20

3 – Agriculture familiale 27
L'UNAC

ANNEXE : leçons 28
-le fatalisme
-qu'est-ce que le développement
--nécessité de conscientisation
-TFT
-il est nécessaire de s'organiser
-MST
-conscience accrue du besoin de se libérer
Concrètement 31
Et nous, que pouvons-nous faire ?

Conclusion 31

BIBLIOGRAPHIE

1 –
ourlandourbusiness@therules.org
www.oaklandinstitute.org
www.ektaparishad.com/
http://www.aefjn.org/index.php/accaparement-des-terres-444/la-banque-me

http://www.rue89.com/planete89/2011/08/20/mozambique-des-terres-cedees-a-de-grands-propio-bresiliens-218504
http://www.farmlandgrab.org/posp/view/22644-seeds-of-discontent
http://farmlandgrab.org/post/view21215
http://www.worldbank.org/en/country/mozambique
http://www.oxfam.org/fr/cultivons/campaigns/stop-accaparement-terres
www.srfood.org
www.justicaambiental.org
http://www.donorplatform.org/content/view/457/2687
http://ediscussion.donorplatform.org/wp-content/uploads/2010/09/Land-Report_es.pdf
www.miga.org
http://www.rfi/afrique/20100909-course-terres-arables-rapport-alarmant-0

2 –
Canal de Moçambique : 06/03/2013 – 14/08/2013 : "Porque a Sociedade Civil odeia o Prosavana ? » e Jose Pacheco que vês « manipuladores e conspiradores » - Analise de Académicos Japaneses que querem pressionar Governo Local.
Artigo de « Via Campesima »: « UNAC statement on the Prosavana Programme"
"Brasilian megaproject in Mozambique set up to displace millions of peasants"
"Leaked copy of the Master Plan for the Prosavana programme in Northern Mozambique confirms the worst".
The United Republic of Soybeans"

3 –
Mozambique overwiew – Worldbankgroup
Miga in Mozambique Agriculture and rural Development
Mozambique – Mauritius
Voix d'Afrique n° 102
www.nafeezahmed.com (UN : Only small farmers and Agroecology can feed the World)

"Ô Dieu des pauvres, aide-nous à secourir les abandonnés et les oubliés de cette terre qui valent tant à tes yeux. Guéris nos vies, pour que nous soyons des protecteurs du monde, et non des prédateurs, pour que nous semions la beauté et non la pollution ni la destruction. Touche les cœurs de ceux qui cherchent seulement des profits aux dépens de la terre et des Pauvres. »

(Laudato Si 246)